

13 décembre 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations économiques franco-brésiliennes, à Sao Paulo le 13 décembre 2013.

Madame la Présidente, chère Dilma,
Monsieur le Vice-président,
Mesdames, Messieurs les ministres,

Je veux d'abord saluer tous les participants, les chefs d'entreprise du Brésil, de France qui ont, pendant toutes ces heures, cherché à mieux travailler ensemble, à investir au Brésil mais aussi à regarder ce que peut offrir le marché français et à nouer des partenariats fondés sur la technologie, sur le partage de la technologie dans l'intérêt de nos deux économies.

Je suis reconnaissant au Président Paul SKAF d'avoir préparé cette initiative et je sais que le MEDEF international, comme son homologue au Brésil, ont concouru au succès de cette manifestation.

Je ne pensais pas, néanmoins, avoir mérité la médaille de l'industrie de São Paulo. J'en suis fier. Je vais la montrer partout en France pour convaincre que je défends l'industrie française au Brésil comme l'industrie brésilienne en France.

Le Brésil, vous êtes une grande économie. Vous aviez déjà un grand pays. Un grand pays par sa taille, par sa population, par sa vitalité. Vous êtes devenu une grande puissance économique. C'est la raison pour laquelle nous voulons travailler avec vous. La France a confiance dans le Brésil. Dilma ROUSSEF dit que « le Brésil n'est plus un pays émergent, c'est un pays émergé ». Nous le classerons donc dans cette catégorie unique pour le moment. Ce pays qui a été capable de partir d'un développement qui était encore hésitant ou, en tout cas, inégalitaire, pour devenir un pays où il y a les meilleures industries et qui représente pour les économies européennes un allié et un concurrent.

Dans l'économie, il y a forcément de la compétition. Nous sommes sur un monde où nous devons respecter nos concurrents et travailler avec eux pour prendre la part qui doit nous revenir de la croissance que nous serons capables de créer ensemble.

En vingt ans, le Brésil est devenu l'un des principaux acteurs économiques du monde : membre du G20, 7ème économie de la planète, un endettement public considérablement diminué et des réserves de change qui prémunissent contre toute crise.

Nous devons regarder l'économie brésilienne pour ce qu'elle est déjà et peut devenir. Ses résultats sont le fruit d'une politique qui a été menée avec constance depuis dix ans qui, à la fois, fait le choix du soutien de la demande intérieure par l'investissement public et de l'amélioration de la compétitivité par le soutien à l'innovation. C'est cet alliage d'un investissement public et privé et d'une innovation particulièrement performante qui permet d'expliquer ce qui fait le succès de l'économie brésilienne.

Une autre marque de fabrique de la politique brésilienne est d'avoir su à la fois trouver de la croissance, produire une économie dynamique et, en même temps, mener une redistribution sociale par l'éducation, par le logement, par la santé. D'améliorer le capital humain pour qu'il soit au service d'un projet collectif.

Ce qui explique que le Brésil a été capable de sortir 40 millions de ses concitoyens de la pauvreté et de les mettre dans la meilleure des situations, pour être à leur tour utiles à l'économie brésilienne.

On parle d'une classe moyenne particulièrement dynamique. Cela veut dire exigeante et, en la

On parle d'une classe moyenne particulièrement dynamique. Cela veut dire exigeante et, on le sait, nous en parlions avec la Présidente, servir une classe moyenne dynamique, cela veut dire lui fournir des services, des logements, la santé, des transports. Le Brésil peut y parvenir seul mais le Brésil peut aussi y arriver avec nous. C'est le pari que nous avons lancé, la Présidente et moi-même : faire que l'expérience de nos entreprises françaises puisse être mise au service de la volonté brésilienne.

D'ores et déjà, le Brésil est l'un des partenaires les plus importants de la France en Amérique, le plus important en Amérique latine. 9 milliards d'euros. Dilma a dit 10 milliards mais elle résonne en dollars. Un jour, peut-être, si la relation entre le Mercosur et l'Union européenne suit son chemin, nous ne parlerons qu'en euro car nous sommes prêts à mettre l'euro comme une monnaie de réserve et d'échange pour le monde. Cela ne le ferait pas monter, cela pourrait même le faire descendre parce que, ce que nous voulons, c'est qu'il y ait une stabilité aussi dans le système monétaire international.

Nous avons 9 milliards d'euros d'échanges commerciaux. Le montant de nos importations, de nos exportations a progressé de 10% par an en dix ans, donc doublé. Nous avons l'objectif de doubler ce que nous échangeons d'ores et déjà d'ici 2020. Cet objectif est réaliste mais à plusieurs conditions.

D'abord une mobilisation et c'est ce qui vient, ici, de se traduire. Il faut trouver un cadre de concertation permanente et le forum économique franco-brésilien peut le devenir.

La Ministre du Commerce extérieur disait qu'elle était prête à vous recevoir l'année prochaine. L'année prochaine, c'est tout de suite après l'anniversaire de Dilma ROUSSEF. Faisons-le donc vite. Il faut ces rendez-vous réguliers.

Le Ministre des Affaires étrangères a confié à Jean-Charles NAOURI la représentation de ce que pourraient être nos intérêts économiques mutuels. Pourquoi à ce dirigeant ? Parce qu'il est le premier employeur, ici, au Brésil. Mais nous voulons faire converger toutes les initiatives, partir de tous les rapports qui ont été faits pour que, dans ce forum économique, nous puissions, comme l'a très bien dit Jean-Pierre CLAMADIEU, avancer sur les projets que nous pouvons considérer comme prioritaires.

Je veux aussi que nous puissions amplifier les investissements français au Brésil. Ils sont déjà significatifs : 2 milliards d'euros. En stocks, 35 milliards d'euros. 600 entreprises françaises au Brésil. La moitié sur São Paulo et j'espère beaucoup d'autres à Rio. Je ne peux qu'encourager ce mouvement d'investissement d'entreprises françaises au Brésil sans avoir la crainte que ce sera au détriment de l'économie française parce que je sais, et c'est démontré, que chaque fois que l'on investit un euro au Brésil, il y a plus d'un euro qui revient vers la France en termes d'emploi et d'activité.

Nous en avons la démonstration à travers les nombreux contrats que nous avons passés. Plus d'investissements français au Brésil pour qu'ils génèrent des besoins nouveaux aussi pour l'économie brésilienne.

En même temps, je souhaite aussi qu'il y ait des investissements brésiliens en France et je peux me réjouir aujourd'hui du premier investissement brésilien très important qui vient d'être annoncé, qui va créer un World Trade Center, toutes proportions gardées, à Roissy, près de l'aéroport en France. Il va représenter 650 millions d'euros d'investissement et permettre de créer, en France, 2 500 emplois.

Cette expérience, un centre d'affaires près de l'aéroport de Roissy en France, peut être aussi de nombreuses activités près des aéroports brésiliens dans le cadre des infrastructures dont a parlé Dilma ROUSSEFF.

La deuxième priorité, c'est de multiplier les investissements et d'avoir le partage de la technologie.

Le troisième levier pour réussir à doubler nos échanges d'ici 2020, c'est d'identifier des domaines de coopération, des domaines de partenariat.

Nous en avons plusieurs : d'abord l'énergie, les récentes signatures dans l'exploitation pétrolière avec TOTAL sont déjà une très belle illustration.

Nous avons également signé un accord pour qu'AREVA puisse être un partenaire du nucléaire

brésilien, parce qu'AREVA a cette expérience, a cette qualité, a cette sûreté.

Nous avons aussi plusieurs projets qui ont été finalisés ces derniers jours pour l'hydroélectrique, pour l'énergie photovoltaïque, avec des entreprises qui ont toutes les qualités pour intervenir : EDF, GDF SUEZ, CEA.

Le Brésil, c'est aussi la matrice énergétique la plus verte du monde. Nous avons beaucoup à apprendre et nous sommes prêts à avoir des coopérations en matière d'énergie renouvelable et nos entreprises peuvent être également à l'initiative.

Deuxième grand domaine, ce que l'on appelle « la ville durable », c'est-à-dire tout ce que l'on peut faire au service de la mobilité, des transports. Transport interurbain, transport urbain, le câble, l'eau, l'électricité.

Nous avons créé un label pour que les entreprises françaises puissent se rassembler, VIVAPOLIS. Je dis cela par rapport à une référence cinématographique bien connue. Là le mot « vie » doit être celui qui donne du sens.

Nous allons vivre dans des agglomérations de plus en plus vastes, São Paulo en est un exemple. La question, c'est comment allons-nous y vivre ? Avec quels respects pour l'environnement ? Avec quels modes de transport ? Avec quels emplois ? Avec quelles capacités de logement ? Regroupons toutes nos expériences, nous savons que nous allons réinventer les villes pour les prochaines années et nous sommes à la disposition de l'économie brésilienne.

Troisième domaine, l'agro-alimentaire. L'agriculture brésilienne est forte, l'agriculture française aussi. Parfois nous sommes sur les mêmes productions. Cela peut créer quelques frottements, je pense aux poulets. Il faut accepter la concurrence et la compétition pour qu'elles soient loyales, pour qu'il n'y ait pas des aides qui faussent l'échange.

Mais nous savons aussi qu'au-delà de ces productions sur lesquelles nous pouvons nous mettre en compétition, nous avons toute la transformation, tout à imaginer dans la qualité, la gastronomie. Et là-encore, nous pouvons faire valoir nos propres expériences.

La santé également. Tout à l'heure, la Présidente parlait d'un programme de vaccin, essentiel. Là-aussi, nous voulons mettre nos entreprises dans la meilleure situation pour vous répondre. C'est le club santé Brésil qui a été créé, lancé.

Pas simplement pour les médicaments d'aujourd'hui, mais ceux de demain, avec des biotechnologies. Parce que nous avons un secteur qui sera non seulement performant sur le plan de la création d'activité, de l'innovation, mais qui pourra rendre des services dont on n'a pas encore idée aujourd'hui, par rapport à l'allongement de la vie ou par rapport à la lutte contre les maladies rares.

Enfin, c'est sur les technologies de pointe que nous voulons, Brésil et France, nous allier.

Il n'y a pas plus beau symbole que le super ordinateur BULL qui va permettre au Brésil de rentrer dans le club des dix pays qui disposent de cette capacité.

Mesdames et Messieurs,

Nous pouvons fixer toutes les priorités, avoir les plus belles ambitions pour le Brésil et pour la France. Mener des politiques économiques qui peuvent accompagner ce processus notamment par rapport à la compétitivité de nos entreprises, à l'amélioration de la formation des salariés. Mais il reste que ce sont les entreprises qui font l'économie. Ce sont les entreprises qui font les échanges. Ce sont les entreprises qui font les créations d'emplois. Ce sont les entreprises qui font, pour l'essentiel, l'effort de recherche.

Nous devons, nous aussi, nous mettre au diapason de la formation. C'est tout ce qui a été rappelé par Dilma ROUSSEFF, sur le programme « Sciences sans Frontière », parce que nous devons, entreprises françaises et Etat, nous mettre dans le mouvement des pays qui gagneront la compétition. Ce sont ceux qui auront le mieux formé leur main d'œuvre. Et donc leur jeunesse. D'où, ces échanges, 10 000 jeunes brésiliens vont être accueillis d'ici quelques années en France. Déjà beaucoup l'ont été et c'est vrai, comme le disait M. CLAMADIEU, cela a été une très belle révélation que de voir des jeunes brésiliens, des jeunes français parler de leurs expériences mutuelles dans nos universités.

Nous devons poursuivre ce mouvement, y compris dans les entreprises pour la formation

professionnelle, et nous devons même créer des centres de formation professionnelle dans nos deux pays, pour permettre à des jeunes qui sont sur des métiers techniques de bénéficier de ces échanges.

Enfin, je voulais terminer sur l'avenir. Le monde sort d'une crise. Pas tout le monde. C'est vrai que certaines zones du monde ont été épargnées par cette crise. Cette crise est venue par la finance. Elle s'est ensuite traduite dans une crise de confiance dans les budgets des pays qui pouvaient être frappés par ces secousses financières. Puis monétaire, financière, la crise est devenue économique.

Toute la question n'est pas de savoir quand nous sortirons de la crise. C'est fait. D'une certaine manière, elle a déjà produit ces dégâts. C'est de savoir comment nous allons en sortir. Avec quelle force, avec quelles capacités, avec quelle confiance en nous-mêmes.

L'Europe est en train, et ce sera une décision qui sera prise au mois de décembre, d'achever son union monétaire, financière, budgétaire et maintenant bancaire. C'est-à-dire que tous les mécanismes qui permettent de superviser, de réguler et même de régler des crises ont été introduits.

Je ne dis pas qu'il ne se passera plus rien dans l'économie du monde, mais s'il devait se passer des faits aussi graves que ceux qui se sont produits, l'Europe, désormais, serait en situation de résister.

La question qui est posée à l'Europe, c'est dès lors qu'elle a mis tous ces boucliers, tous ces pare-feu, toutes ces garanties, est-elle capable de retrouver une source de croissance par elle-même ? Oui, à condition qu'elle fasse le choix de la technologie, de maîtriser ses coûts énergétiques parce que des nouveaux écarts de compétitivité se sont manifestés et mettent un certain nombre de pays dans la difficulté.

Oui, l'Europe en est capable si elle sait mobiliser sa jeunesse et éviter qu'elle puisse avoir un taux de chômage comme elle en connaît, trop élevé.

Oui, l'Europe est capable si elle sait qu'elle représente la première puissance économique du monde. Personne ne le dit, comme si on devait en avoir honte. Quand on est le premier, il ne faut pas laisser le second le prétendre parce qu'il pourrait y croire et le devenir.

L'Europe est donc la première puissance économique du monde et elle doit parler comme si elle était pour longtemps la première puissance économique du monde. Elle doit se tourner vers les autres zones et notamment vers l'Amérique latine.

C'est tout l'enjeu de la relation que nous allons créer entre l'Union européenne et le Mercosur pour ouvrir nos marchés, pour envisager des coopérations et pour ne pas avoir peur les uns des autres. Je ne crains rien des économies émergentes. Au contraire. Elles tirent les croissances des pays développés et les pays développés doivent aussi penser qu'elles sont encore en avance sur le plan technologique et y travailler.

Quant à la France, elle met en ordre ses finances. Je regarde avec admiration le taux d'endettement public du Brésil. 30%. On n'y sera pas demain en France mais nous devons y travailler car c'est un élément de souveraineté.

Nous devons continuer à réduire nos déficits, donc la dépense publique, et à mieux l'orienter, mieux l'affecter, mieux la déployer. Nous devons avoir un système fiscal qui soit le plus efficace, le plus simple et qui évite d'inquiéter ou de frapper les mêmes par des impôts qui ne sont pas toujours les plus modernes.

Enfin, faire le choix de l'investissement. Il n'y a pas d'autre solution pour nos économies que l'investissement.

Voilà la belle leçon que nous voulions tirer ensemble à travers ce déplacement, trop court.

J'aurais voulu être ici demain si on m'avait prévenu car nous aurions pu, dans ce cas, fêter avec Dilma son anniversaire.

Merci à tous. Longue vie à l'amitié entre la France et le Brésil.